

Questions orales

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Si le ministre n'est pas prêt à aller aussi loin que je lui ai suggéré, voudrait-il considérer favorablement la suggestion du député du Lac-Saint-Jean qui a proposé d'imposer toute hausse excédant, selon le cas, 12 p. 100 ou \$2,400?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, il s'agit sans nul doute d'instances comme celle du député du Lac-Saint-Jean.

* * *

LES AÉROPORTS**LA VÉRIFICATION DES BAGAGES—DEMANDE D'ENQUÊTE SUR CERTAINS INCIDENTS**

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Comme Radio-Canada a annoncé aujourd'hui qu'un voyageur qui s'est embarqué à l'aéroport international de Toronto a trompé la vigilance des agents de sécurité en dissimulant dans ses bagages une carabine de gros calibre ainsi que des munitions, le ministre va-t-il chercher à savoir à quoi servent les sommes que le Parlement alloue aux services de sécurité aux aéroports puisqu'ils n'assurent évidemment pas la protection attendue?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai lu la nouvelle comme mon honorable ami. Je sais qu'un passager est monté, à bord d'un avion de la Sabena à Bruxelles, je crois, pour se rendre à Toronto. Il portait un sac à main contenant un fusil et des munitions, et même un couteau. Il est passé au travers du barrage de sécurité sans que personne ne l'inquiète, et c'est l'hôtesse de l'air qui, trouvant le sac lourd, a demandé au voyageur ce que contenait son sac. Le voyageur a répondu que le sac contenait une carabine. Évidemment, cela ne prouve pas que le système est bon, mais le système de sécurité à Toronto tombe sous la juridiction d'Air Canada. Je sais que cette société a suspendu immédiatement le responsable de cette négligence.

J'espère que cela ne se produira pas trop souvent, mais il ne faudra pas se scandaliser si cela arrive de temps en temps, parce que cela arrive partout dans le monde. Certaines personnes sont même entrées avec des mitrailleuses en Allemagne, en France ou en Angleterre. Je le regrette infiniment, mais de toute façon Air Canada a pris les mesures nécessaires pour corriger cette situation.

[Traduction]

M. Clarke (Vancouver Quadra): Je me demande ce qui serait arrivé si le voyageur n'avait pas reconnu qu'il avait la carabine.

Une voix: Vous n'auriez pas posé de question et nous serions tous contents.

M. Clarke (Vancouver Quadra): Le 15 avril, le ministre a dit à la Chambre qu'il envisagerait la possibilité de faire une enquête sur la découverte de quatre couteaux affûtés comme des lames de rasoir dans des bagages à main aux aéroports internationaux de Vancouver et de Toronto, que l'appareil à Rayons-X n'avait pas permis de détecter. Lundi dernier, le ministre a dit à la Chambre qu'il essaierait de savoir pourquoi certains aéroports et notamment celui de Prince George, en Colombie-Britannique, n'ont pas été appelés à effectuer auprès des passagers les contrô-

les de sécurité. Aussi, le ministre pourrait-il parler de ces enquêtes ou considère-t-il que ce sont là des questions insignifiantes?

M. Marchand (Langelier): Non, monsieur l'Orateur, je ne dirai pas cela. J'ai appris que l'on procède à des transformations à cet aéroport, et c'est pourquoi il n'y aurait pas de contrôle. C'est la raison que l'on m'a donnée; le système de sécurité sera remis en marche dès la fin des travaux.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**L'OPPORTUNITÉ D'UNE INTERVENTION DU CANADA POUR UNE RÉCONCILIATION DES DEUX CORÉES**

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne le fait que les tensions mondiales semblent maintenant se diriger vers les deux Corées. Le Canada pourrait-il prêter son concours et s'efforcer d'organiser une réunion entre les représentants de la Corée du Nord et de la Corée du Sud sur un terrain neutre, de préférence une assemblée internationale afin de tenter de résoudre leurs divergences d'opinion? D'après mon expérience personnelle à titre de chef d'une délégation parlementaire en Corée du Sud il y a un an, je puis affirmer que rien d'utile ne ressortira d'une réunion entre les deux Corées dans la zone démilitarisée.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je remercie de député de l'intérêt qu'il porte à cette question, et je ne manquerai pas de tenir compte de sa démarche.

* * *

LA LOI SUR LA RÉFORME DU CAUTIONNEMENT**LES OBSERVATIONS DES PROCUREURS GÉNÉRAUX—DEMANDE DE PRÉCISIONS**

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Justice qui a déclaré le 4 février que la statistique relative à l'application de la loi sur la réforme du cautionnement a été transmise aux procureurs généraux des provinces pour qu'ils en prennent connaissance avant qu'elle soit rendue publique. Le ministre a-t-il reçu les observations des procureurs généraux?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je reporte le député à la réponse donnée antérieurement à une question identique.

* * *

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**L'OPPORTUNITÉ D'UNE SURVEILLANCE PLUS STRICTE DES ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE BÉNÉFICIAIRES D'EXEMPTIONS FISCALES**

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre du Revenu national. Étant donné le caractère très louche de certains actes de la Society for the Study of the Heritage of Canada, le ministre envisage-t-il une meilleure façon de surveiller les asso-